

Atelier 1 : créer dans la ville – samedi 6 juin 2009, Hall des chars

Allocution finale de Daniel PAYOT.

Il ne serait pas très honnête de prétendre pouvoir faire immédiatement la synthèse de tout ce qui s'est exprimé cet après-midi ; je vais plutôt vous dire comment je l'ai vécu, cet après-midi, et cela me permettra de rappeler ce qui constitue pour moi, pour nous, l'un des enjeux majeurs de ces Assises.

L'une des formulations que l'on a utilisée pour expliquer ce qu'on voulait faire quand on a lancé ce processus des Assises était : il s'agit d'inscrire la politique culturelle dans l'ensemble de l'action que mène la Municipalité, dans la politique que mène la Ville en général. Il y avait, dans ces expressions, plusieurs enjeux, que je résumerais ainsi : il ne s'agit pas de nier les spécificités du culturel, il s'agit au contraire de situer ces spécificités dans une politique municipale globale, avec ses cohérences et ses axes prioritaires.

A propos de ce que l'on a pu observer depuis un peu plus de 14 mois quant à la politique de la municipalité, il n'y a, je pense, aucune ambiguïté : tout le monde a pu constater une insistance particulière sur des questions de démocratie locale : Conseils de quartiers, Conseil des jeunes, Conseil consultatif des résidents étrangers... : dans les mois que l'on vient de vivre, ces différentes instances ont été mises en place, ou remises en place pour celles qui avaient été supprimées. Voilà ce qui constitue une orientation claire, une direction d'ensemble. Et c'est en le rapportant à cette orientation et cette direction, que j'ai écouté ce qui a été dit dans les différents groupes de travail et ce qui vient de donner lieu à des synthèses. En gros, j'ai été particulièrement sensible à des questions qu'on appelle aujourd'hui des questions de gouvernance. On parle bien de *politique* culturelle, et la politique, c'est bien d'abord une question de gouvernance.

Pourquoi l'équipe actuelle met-elle tellement l'accent sur des questions de démocratie, de participation, de concertation, sur des questions d'expression, de multiplicité des paroles ? Pas parce que cette équipe serait plus « gentille » que d'autres, pas parce que cette idée de la participation se substituerait aux discours politiques qui étaient auparavant tenus et qui seraient aujourd'hui évacués ou déguisés. Il y a sans doute de nombreuses raisons pour lesquelles l'accent est mis particulièrement sur ces questions, mais j'en mentionnerai particulièrement une : la prise en compte, de la façon la plus consciente possible, que nous sommes en train de changer d'époque. Parler de « gouvernance », agir en conséquence, c'est témoigner d'un tel tournant et de la conscience que nous avons que si dans la vie politique – et les questions de politiques culturelles ne font pas exception – on ne prend pas en considération l'époque dans laquelle on parle et dans laquelle on vit, on est condamné à répéter les choses qui ont été dites et redites dans les décennies précédentes, alors que la situation est en train de changer ou a déjà, pour une grande part, changé.

Que se passe-t-il maintenant ? Le fait de poser cette question ne revient pas à noyer le poisson, à éviter les problèmes très concrets qui ont été évoqués cet après-midi. C'est plutôt une façon d'essayer de poser un cadre de réflexion général à l'intérieur duquel nous puissions situer ces problèmes, les penser ensemble, tenter ensemble de les résoudre. Je n'en suis pas encore à la question de la politique culturelle de Strasbourg ; j'en suis plutôt à l'inscription de Strasbourg, avec toutes ses dimensions à prendre en compte, dans un monde qui est en train de changer, de basculer. Je parle de questions de société en général, de crise économique, d'évolutions sur le plan international – tout cela indiquant de façon manifeste la nécessité de faire de la politique (« politique » pris en un sens large) *autrement*.

Dans le domaine culturel, que se passe-t-il ? Le livre de Françoise Taliano-Des Garets sur les politiques culturelles des grandes villes françaises depuis 1945¹ l'indique très clairement : nous venons de plusieurs décennies de ce que l'on pourrait appeler des politiques verticales. Tout à l'heure quelqu'un a dit : « on ne veut pas de pilotage central » ou : « le problème n'est pas celui d'un pilotage central ». Or c'est précisément d'une tradition de « pilotage central » que nous venons. Bien sûr, dans le domaine culturel, nous venons aussi de tas d'autres choses, différentes : des initiatives spontanées, des créations qui venaient de la base, etc. ; mais dans le domaine de la *politique* culturelle, ce sont plusieurs décennies – le livre concerne la période qui va de la Libération à 2000, et ça ne s'est pas arrêté en 2000 – d'une logique de politique verticale. « Vertical » ne veut pas forcément dire autoritaire, totalitaire, dictatorial. Mais vertical, en matière de politique, ça veut dire qu'on attend que les moyens, et aussi les orientations, viennent d'en-haut.

Et aujourd'hui, nous sommes tous confrontés, chacun à la place qu'il occupe et avec la part de responsabilité qui lui revient, à une même question, nous sommes tous confrontés à des injonctions contradictoires par rapport à cette idée de politique verticale. Elle n'a pas complètement cessé, nous le savons bien, elle est toujours là, et cela ne signifie pas que telle ou telle collectivité, ou l'État, serait l'unique responsable de cette survivance. Disons un peu brutalement que globalement on continue à attendre que ça vienne d'en-haut, avec des attitudes, des stratégies, des jeux de rôles plus ou moins rusés. Nous savons tous qu'il y a en ce moment des transferts de verticalité – je n'ai pas besoin de faire de dessin, tout le monde comprend ce que je veux dire. Nous savons tous que les collectivités locales et en particulier les villes se voient attribuer des responsabilités de plus en plus lourdes et de plus en plus importantes, ce qui ne veut pas dire que les moyens suivent automatiquement.

Mais ce que je voudrais vous inviter à réfléchir ensemble ne concerne pas seulement des questions de distribution de moyens. C'est aussi dans le symbolique, dans le sens, que cela se situe. Nous commençons tous à comprendre que c'est désormais au niveau des villes que les questions de sens et de politique se situent principalement. Ce transfert de valeur signifiante (disons, schématiquement, quant à la culture, de l'Etat du temps de Malraux aux villes pour nous) peut être potentiellement très créatif : si quelque chose de nouveau se passe, comprenons-nous, ce sera à ce niveau-là, dans l'invention d'une nouvelle urbanité culturelle. Mais l'évolution peut aussi être extrêmement décevante, car s'il y a des obstacles, des impasses, des impossibilités, ce sera aussi au niveau des villes que ces échecs seront perceptibles.

La première injonction, aujourd'hui, serait : « continuons à faire du vertical » ! Bien sûr, nous ne formulons pas explicitement les choses ainsi. Quant on parle ensemble, comme nous l'avons fait cet après-midi, nous sommes plutôt dans des discours de vision commune, d'orientations partagées, etc. Mais nous savons bien, au fond, que nous n'avons pas renoncé à la verticalité, que nous n'avons pas rompu avec cette tradition de la politique verticale. Et pourtant, en même temps - et c'est ça évidemment qui est le plus intéressant - on sent bien la revendication d'autre chose que la verticalité, on sent bien qu'autre chose pourrait s'inventer. Une autre injonction se fait jour, contradictoire, ou en tout cas différente de la première : l'injonction de faire de la politique et en particulier de faire de la politique culturelle *d'une autre façon*.

Cette dimension-là, celle qu'on privilégie ici quand on se retrouve à parler ensemble, c'est aussi celle que privilégie la Municipalité actuelle.

Où en sommes-nous, soumis à cette double injonction du vertical et de son contraire ? Nous en sommes à ces approches qui se sont largement exprimées cet après-midi, mais qui ont aussi été contestées par certains. On a entendu des termes comme « œcuménisme », on a tous noté des interventions qui, avec leurs mots à elles, semblaient suggérer qu'on était

¹ Françoise Taliano-Des Garets, *Les métropoles régionales et la culture, 1945-2000*, Collection du Comité d'histoire du ministère de la culture et de la communication, La Documentation française, Paris, 2007

finalement en train de tomber dans une sorte de nouvelle langue de bois, simplement une langue de bois sympa, pas crispée sur des termes de pouvoir, d'autorité et de ligne obligatoire, mais une langue de bois du « partage », de la « rencontre », de l'angélisme politique.

L'hypothèse que je fais à ce propos est la suivante : nous sommes en train de chercher un langage, au fond on n'a pas encore les mots, pas encore le langage qui correspondent à l'époque nouvelle que nous vivons, précisément parce que ce langage est à inventer. En ce sens, il n'est pas étonnant que nous utilisions des termes qui peuvent paraître inadéquats quand nous essayons de traduire l'aspiration que nous ressentons vers autre chose que de la verticalité. Ce sont des termes que nous empruntons à la technologie, et que certains trouvent excessivement technocratiques : innovation, synergie, etc. Ou bien ce sont, plus fréquemment encore, des termes qui ne sont pas politiques, mais qui sont des termes d'éthique : le partage, l'échange, ce sont des mots auxquels il faut porter attention, ils viennent de loin, ils portent du sens, qu'on le veuille ou non.

Si nous employons de tels termes – c'est là mon hypothèse, qui est évidemment discutable –, ça n'est pas pour recouvrir les problèmes, ça n'est pas pour dissimuler des intentions particulières, c'est parce qu'on n'a pas encore le langage qui correspondrait à la situation que nous avons envie de vivre et que nous avons envie d'inventer. Il n'est donc pas très grave que les termes qu'on emploie ne soient pas absolument satisfaisants ; l'essentiel c'est qu'ils ne soient pas bloquants, qu'ils ne dissimulent pas la réalité.

En ce sens, je suis d'accord avec l'intervention de tout à l'heure, qui disait qu'il faut dire les choses telles qu'elles sont et ne pas se voiler la face avec de jolis mots. Je n'exprimerais pas cette idée de la même façon qu'elle l'était, mais je crois nécessaire en effet de soumettre à examen les termes que nous employons. Prenons par exemple la revendication de décroissement, qui a été soulignée à plusieurs reprises dans les synthèses. J'ai le sentiment qu'elle exprime un souhait éminemment positif, indispensable même ; mais en même temps, si c'était si facile, de décroisser, pourquoi ne l'a-t-on pas fait avant ? Qu'est ce qui fait que nous, aujourd'hui, en juin 2009, nous nous retrouvons un après-midi et disons en guise de conclusion qu'il faut décroisser ? Tous autant que nous sommes, nous sommes attachés au commun, nous avons envie de faire des choses en commun ; et par ailleurs, si nous sommes là, c'est parce que nous sommes attachés à telle institution, à telle association, à telle initiative. Et cette institution, cette association, cette initiative, elle a sa logique propre. On ne va pas supprimer les spécificités de chacune au nom d'une sorte de grand pot commun, et je suppose que personne ici ne croit à la nécessité d'un tel renoncement et d'un tel déplacement – enfin je ne sais pas, j'exagère peut être, mais c'est un peu par provocation. Il me semble plutôt que ceux qui se décarcassent, au quotidien, avec des moyens matériels qui sont difficiles, mais aussi avec l'enthousiasme qu'ils ont, ceux qui sont obligés de combiner des logiques économiques, de rentabilité, avec des logiques de qualité artistique, etc., il me semble que tous ceux-là ne vont pas renoncer à ce qu'ils font au quotidien, dans l'espoir hypothétique de faire exister quelque chose comme une grande vision commune dont on n'aperçoit pas encore les contours. Et si cette supposition est pertinente, cela veut dire que ce commun, on va devoir l'inventer à partir des logiques qui sont défendues par les uns et les autres, à partir des actions qui sont menées, en se posant, pour le développer dans des directions nouvelles, sur un existant qui a déjà ses pertinences, ses valeurs, ses promesses. On ne va pas inventer le commun, on ne va pas réaliser le décroissement par une sorte d'incantation magique, mais en partant de ce qui est là et des espoirs qu'il suscite.

C'est, je crois, à ce point-là que la question *politique* se pose, et elle est extrêmement difficile. On retrouve là quelque chose comme ce que j'appelais tout à l'heure une double injonction. Elle vaut aussi pour le politique. Il y a quelques années, un philosophe qui s'appelle Rainer Rochlitz avait écrit un livre qui s'appelait *Subversion et subvention*², je trouve le titre assez intéressant... Si le politique n'est qu'un distributeur vertical de mannes, tout le monde ressent toutes les difficultés qu'on connaît maintenant : les demandeurs de

² Rainer Rochlitz, *Subversion et subvention. Art contemporain et argumentation esthétique*, Gallimard, 1994.

subventions, parce qu'évidemment le politique n'en donne pas assez, et le politique, parce que dans une municipalité, la politique culturelle n'est pas seule, il y a d'autres priorités, et la manne culturelle ne représente qu'une partie d'un budget global, qui doit servir aussi d'autres orientations ou secteurs. Tout le monde ici comprend cela, tout le monde comprend qu'on ne peut pas se braquer et revendiquer toujours plus pour la culture, quand on nous dit que notre ville a pris beaucoup de retard dans des secteurs comme le social, l'insertion, la petite enfance, l'égalité des citoyens sur l'ensemble du territoire, etc. Et cela signifie que la politique culturelle n'est pas en état d'autonomie, n'est pas un secteur fortifié, qu'elle s'inscrit dans un ensemble. Cela aussi fait partie de la nouvelle donne. Et cela impose des stratégies particulières. Car bien entendu, dans cet ensemble, il faut que la culture existe, soit reconnue, soit valorisée, qu'elle puisse se développer. Cela, nous y tenons tous, et moi autant que vous. Ma conviction est que nous contribuerons à cette existence et à ce développement si nous faisons l'effort d'inscrire la politique culturelle dans l'ensemble de la politique de la ville, plutôt que de nous bercer de l'illusion d'une autonomie, plutôt que de traduire les spécificités en termes d'indépendance ou de citadelle assiégée.

Bien entendu, en parlant de « nouvelle donne », je ne voudrais pas donner l'impression, schématique et fautive, qu'il y aurait eu, avant, dans les décennies précédentes, une réelle autonomie culturelle. Je crois seulement qu'on pouvait peut être en avoir d'avantage l'illusion, ou qu'en tout cas le discours politique officiel pouvait davantage en donner l'illusion, peut être parce qu'en France, le premier grand discours de politique culturelle, c'est un discours étatique, c'est le discours de Malraux. Mais nous ne sommes plus dans une situation où après Malraux, après Jack Lang, nous puissions attendre, les uns et les autres, le retour d'un grand discours de politique culturelle verticale, plus autant étatique, mais tout aussi vertical. C'est cela qui est fini, et cela signifie au moins que le culturel est à l'évidence en interaction avec des tas de choses, d'autres secteurs, d'autres orientations, d'autres priorités, d'autres espaces producteurs de sens. Et c'est bien le paysage de ces Assises de la culture et de leurs ateliers : nous avons voulu commencer par la question de la création, parce que cela faisait sens, parce que Strasbourg a encore à montrer qu'elle est en fait, culturellement, une ville de création, même si son image ne met pas assez cette dimension en valeur, et parce que parler de création, c'est d'emblée inscrire ces Assises dans un processus d'invention commune d'un langage et d'élaboration concertée d'une politique culturelle ; mais ensuite, dans les ateliers qui viennent, nous parlerons de culture en relation avec des questions sociales, d'égalité entre les territoires qui font la ville, nous parlerons de culture par rapport à des questions d'économie, de développement économique de la ville, nous parlerons de culture en termes d'ouverture internationale et de multi-culturalité. Mettre en avant cette pluralité de centres d'intérêt auxquels nous rapportons la culture, cela ne signifie pas diluer les spécificités culturelles, cela signifie au contraire se donner la chance de situer la culture dans la ville, de rendre évidentes pour le plus grand nombre possible de gens sa présence, son importance, sa dimension fondatrice et donatrice de sens.

Cette stratégie, que je vous propose de mener ensemble, est peut-être une voie qui permettra de dépasser la situation de double injonction dont je parlais. On dit aux politiques à la fois : « il faut nous aider davantage, il faut que vous soyez davantage présent » et : « il faut laisser l'initiative, il ne faut pas que vous interveniez, il faut que vous laissiez faire ». Ce double message n'est pas forcément ingérable, mais il est en soi contradictoire. Nous savons bien que nous passons une partie de notre vie à traiter des situations contradictoires, ça n'est donc ni une nouveauté, ni un obstacle insurmontable. Mais cela nous met les uns et les autres devant la nécessité, commune, de traiter cette situation, de ne pas nous dissimuler les contradictions, d'essayer ensemble de faire avec.

Et c'est là qu'il me semble retrouver le bien-fondé du choix général fait par cette municipalité depuis un peu plus d'un an. Car le moyen de ne pas tomber dans l'immobilisme qui pourrait naître de cette double injonction et de quelques autres contradictions que nous pourrions mentionner, le moyen est précisément ce qui s'est mis en place dans les secteurs

que j'ai cités, pas seulement la culture, mais aussi le social, l'éducatif, la politique de la ville, etc. Evidemment, on peut toujours ironiser sur le participatif, sur la concertation, sur la démocratie, sur les tentatives de laisser les paroles et les opinions s'exprimer, sur les propositions de ne pas plaquer arbitrairement des mesures mais de les construire dans une démarche d'élaboration partagée. Certains ne s'en privent pas. Mais on peut aussi penser que tout cela correspond, et de façon plutôt adéquate, plutôt judicieuse, à une situation qui n'est pas simplement locale, une situation générale de crise, crise économique et crise de sens, une époque de basculement d'une société que j'ai appelée tout à l'heure de verticalité vers autre chose, que l'on ne connaît pas encore vraiment, et qui est susceptible d'attribuer à chacun des fonctions, des libertés et des responsabilités nouvelles. Cette « crise » (terme qui n'est pas forcément exclusivement dramatique, qui signifie aussi que quelque chose peut se dénouer, que du nouveau peut advenir), ce basculement, c'est cela que l'actuelle municipalité a décidé de prendre à bras le corps, et c'est cela qui a motivé ses choix quant à la démocratie locale, à la concertation, à l'expression partagée des paroles et des opinions. Cela revient à dire : on est en train de changer de société et de type de rapport à la réalité et à l'ensemble de ses données, mais on ne s'en tirera pas par l'invention d'un nouveau discours tout fait que l'on va arbitrairement imposer, on va susciter la parole du plus grand nombre possible de gens. Cela ne veut pas dire : nous, politiques, n'avons rien à dire, nous nous contentons d'attendre et c'est vous qui allez tout décider, qui allez dicter la copie. Ça ne se passe pas comme cela, nous le savons bien, et d'abord parce que ce que disent les uns et les autres n'est pas toujours la même chose, n'est pas nécessairement univoque, ni même parfois compatible. Mais c'est aux politiques d'entendre tout ce qui est dit, même si les choses ne sont pas toujours en phase entre elles, et de tenir compte de tout ce qu'ils ont entendu. S'ils sont un jour obligés de reconnaître qu'ils ont perçu la légitimité et la validité de telle très bonne idée, mais que, pour telle ou telle raison, il n'est pas possible de la mettre en œuvre, eh bien il faut qu'ils viennent devant les porteurs de cette idée et qu'ils leur expliquent pourquoi on ne peut pas la mettre en œuvre. Ce n'est pas seulement une question de courage, c'est une question de confiance dans le langage. Si nous perdons cette confiance, ce n'est pas seulement tel ou tel discours politique qui risque de se trouver invalidé, mais tout notre rapport au sens, et ce serait très grave.

En ce qui me concerne, je crois que cette parole-là, celle que je tiens devant vous maintenant, peut être entendue. C'est pourquoi je pense que nous n'avons pas à être déçus de ce que nous ne sortions pas de la réunion de cet après-midi avec des recettes toutes faites – ça n'était pas possible et pas souhaitable. En revanche, le fait que cet atelier ait eu lieu est en soi important. Et je peux véritablement vous assurer que nous avons noté tout ce qui a été dit et qu'ensuite nous l'intégrerons dans nos conclusions et propositions, dans ce que nous avons appelé un « schéma directeur de politique culturelle ». C'est par là que tout commence, c'est la parole de chacun qui va contribuer à l'invention de ce langage qui n'existe pas encore, ou de façon lacunaire, et ce langage sera le plus possible commun : c'est dans ce sens-là que nous travaillons, Souad et moi, et que nous souhaitons travailler avec vous. On se revoit fin juin pour le deuxième atelier qui portera sur les territoires, on se reverra en septembre pour un troisième sur l'économie de la culture et en octobre pour un quatrième sur l'ouverture au monde. Ce ne sont pas toutes les mêmes personnes qui participeront à ces différents ateliers, mais peut-être certains d'entre vous figureront dans plusieurs.

Merci à tous d'être venus cet après-midi et d'avoir apporté votre contribution à l'exercice difficile mais exaltant de ces Assises. Et l'on poursuit tout de suite autour d'un pot qui sera, lui, sans contestation, commun !

Daniel Payot